



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture de zone SGAMI Ouest

Marché public de travaux

Passé en application de la procédure avec négociation et organisation d'un jury (articles L2124-1, L2124-3, R2124-1, R2124-3, R2161-12 à R2161-20 et R2171-16 du code de la commande publique)

Marché public global sectoriel de conception, construction, aménagement, entretien, hôtellerie et de maintenance pour une opération comprenant la création d'un Centre de Rétention Administrative (CRA) et d'une Annexe de Justice à Oissel

PENALITES

<i>Fait générateur</i>	<i>Montant de la pénalité appliquée au titulaire</i>	<i>Informations complémentaires</i>
En cas de dépassement des délais fixés à l'article 6 de l'acte d'engagement pour les missions M1A à M6A	2000 € par jour calendaire de retard	La constatation du retard s'effectue, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, par le maître d'ouvrage ou son représentant.
non-exécution, dans les délais prescrits, des prestations destinées à lever les réserves dont était assortie l'acceptation d'un élément d'étude	1000 € par jour calendaire de retard	
de dépassement des délais fixés à l'article 6 de l'acte d'engagement pour les missions M1B à M13	30 000 €, par jour calendaire de retard	La constatation du retard s'effectue, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, par le maître d'ouvrage ou son représentant.
pour les missions M8 à M12, des pénalités provisoires en cas de non-respect des délais intermédiaires tels qu'ils ressortent du calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service pourront être appliquées	1/3000e par jour calendaire de retard, du montant des missions considérées	Si le délai global de la mission est respecté, cette pénalité sera restituée. A défaut, la pénalité de 30 000 € (trente mille euros) par jour de retard se substituera à la pénalité provisoire
Information de la MOA - non-respect des dispositions du CCAP	500 €	
manquement aux obligations rappelées au 8.4.1 du présent CCAP	300 € (trois cents euros) par jour de retard	Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure le titulaire de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché sera être résilié aux torts du titulaire
manquement aux obligations rappelées au 8.4.2 du CCAP	2 000 € par constat	
Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5 du Code du travail.	100 000 € par constat	
retard dans la remise complète des documents prévus au CCAP, à son annexe 01 ou au CCTP	800 € par jour calendaire de retard	
Absence du représentant du titulaire ou du maître d'œuvre à une réunion hebdomadaire de chantier (les trois devant être systématiquement présents), ou toute autre réunion organisée par la maîtrise d'ouvrage ou son représentant et à laquelle il n'a pas été excusé	500 € à chaque occurrence	la représentation du titulaire par une personne non habilitée à prendre des décisions ou à l'engager équivaut à une absence
Absence du représentant du titulaire ou du maître d'œuvre lors des opérations préalables à la réception	500 € à chaque occurrence (réunion, établissement des listes de réserves, levée de réserves).	la représentation du titulaire par une personne non habilitée à prendre des décisions ou à l'engager équivaut à une absence
le maître d'ouvrage ou son représentant n'aurait pas été associé à une réunion de chantier ou toute autre réunion concernant notamment les opérations préalables à la réception	500 € à chaque occurrence.	
Découverte d'un sous-traitant non déclaré	20 000 € par	
Non-respect des clauses de sécurisation et de confidentialité des données	10 000 € par occurrence	
Non-respect des prescriptions ou non-atteinte des performances requises, issus de l'arrêté de dérogation pour la destruction d'espèces protégées	10 000 € par infraction constatée	
Retard dans les présentations des prototypes/premiers de série ou des locaux/espaces témoins (module chambre témoins)	500 € par jour calendaire et par occurrence (pénalité applicable en phase d'étude et de travaux)	
Retard dans les prestations exigées au titre du pilotage du schéma de contrôle qualité	500 € par jour calendaire et par occurrence (pénalité également applicable en phase d'étude)	
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plan de synthèse, documentation...)	300 € par jour calendaire et par document	

Non remise ou remise incomplète des documents à remettre en fin d'exécution des travaux	1 000 € par jour calendaire et par sous- dossier	Les délais pour le calcul des pénalités sont fixés par le calendrier détaillé d'exécution au stade des travaux mentionné au 5.3.1 du présent CCAP, par les prescriptions des CCAG-Travaux, par le CCAP et son annexe 01 ou par la maîtrise d'ouvrage suivant inscription au compte-rendu de chantier ou notification par courrier ou message électronique
Retard dans les présentations d'échantillons de matériaux et matériels de construction	500 € par jour calendaire et par échantillon	
Retard dans la production de propositions de prix relatives à des travaux modificatifs	300 € par jour calendaire	
Non-proposition d'un remplaçant dans les conditions prévues au présent CCAP	300 € par jour calendaire de retard	
Défaut dans l'établissement mensuel d'un récapitulatif des documents bons pour exécution avec indication des dates des visas et/ou des avis du maître d'œuvre, de l'assistant à maîtrise d'ouvrage, du contrôleur technique et du CSPS	300 € par occurrence	
Défaut dans l'établissement ou la mise à jour du cahier des avis négatifs ou avec réserves formulés par le contrôleur technique	300 € par occurrence	
Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé	300 € par infraction constatée et par jour calendaire en défaut	
Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace	300 € par infraction constatée et par jour calendaire en défaut	
Retard dans le nettoyage du chantier	300 € par jour calendaire	
Retard dans l'évacuation des gravats hors chantier	300 € par jour calendaire	
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	300 € par jour calendaire	
Absence de port de badge nominatif pour l'ensemble du personnel du groupement et de ses sous-traitants présents sur le chantier	50 € par occurrence	
Non-remise des rapports trimestriels ou du rapport final	300 € H.T. par jour calendaire	
Au titre de la mise en œuvre de la charte Chantier Faibles Nuisances annexée au DCE :		
Manquement caractérisé au tri des déchets	1 500 € par occurrence	
Absence du Responsable Environnement Chantier sur le site	300 € par jour calendaire	
Non-respect des horaires limites du chantier définis dans la charte Chantier Faibles Nuisances, du plan de circulation, stationnement des véhicules dans les zones non prévues à cet effet, stockage des produits dangereux au-dehors des zones réservées, la pollution des sols et des sous-sols, y compris les aspects aquatiques	1500 € par occurrence	
Absence de fourniture du classeur de suivi des déchets en fin de chantier	2 000 €	
Niveau d'urgence sonore au-delà de la réglementation par type d'horaire, tel que défini dans la charte Chantiers Faibles Nuisances	500 € par infraction	
Végétation détériorée, salissures sur la voie publique, stockage des fournitures et des matériels dans les espaces non prévus à cet effet, non-respect des obligations de nettoyage des véhicules, ou zone d'intervention non ou mal nettoyé	500 € par occurrence	
Absence de production de bordereaux du suivi des déchets	500 € par occurrence	
Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites	300 € par infraction constatée et par jour calendaire	
Retard dans la remise ou la diffusion de pièces et documents prévu à la charte de chantier	300 € par jour calendaire et par document	
Non-respect des limitations de nuisances visuelles (entretien chantier, entretien véhicule, etc)	500 € par infraction	
Non-respect des règles à mettre en œuvre et de leur suivi nécessaire à la limitation des nuisances, des pollutions, de la protection des espaces	300 € par infraction constatée et par jour calendaire	
Pénalités spécifiquement liées à la période des opérations préalables à la réception		
Dépassement du délai de réalisation des opérations préalables à la réception tel que défini à l'article 5 du présent CCAP	5 000 € par jour de retards.	
Dépassement du délai de remise des documents prévus au marché	5 000 € par jour de retard	
Non-conformité dans les documents prévus au marché	5 000 € par non- conformité	
Pénalités pendant la période de garantie de parfait achèvement		
Dans le cadre des formations prévues au marché		
Retard ou envoi incomplet de la proposition de méthodologie, de plan et de programme de formation	1 000 € par jour calendaire	
Absence du formateur à une session de formation	5 000 € par occurrence	
Dans le cadre de la levée des réserves et du suivi de la GPA		
Réserve non levée dans les délais fixés dans la décision de réception	200 € par jour de retard et par réserve	
Dans le cas où la mise en service de l'établissement (date correspondant à l'arrivée des retenus, dont l'échéance prévisionnelle sera notifiée par courrier au titulaire au plus tard lors de la réception) devait être retardée du fait (i) du nombre ou de la nature des réserves non levées (ii) de défauts GPA apparus entre la réception et la date prévisionnelle de mise en service	25 000 € par jour de retard du fait du titulaire dans la mise en service de l'établissement	
Impossibilité de contacter un technicien qualifié dans le cadre de l'astreinte téléphonique sous un délai d'une heure	100 € par heure de retard	
Dépassement du délai imparti pour la réalisation de travaux nécessaires à la résolution d'un désordre relevant de la GPA mais ne portant pas sur le système de sûreté	100 € par jour de retard et par désordre	
Pénalités liées au non-respect des obligations d'insertion		

non-respect des obligations relatives à l'insertion	nombre d'heures prévu par le marché et non réalisé, multiplié par 2 et multiplié par le SMIC horaire brut	A l'occasion de la réception des travaux ou à la fin du marché, un bilan des opérations d'insertion sera dressé. La simple constatation par le maître d'ouvrage de la mauvaise exécution des conditions du marché par l'entreprise entraînera l'application de la pénalité.
Défaut caractérisé dans la transmission d'information relative aux obligations d'insertion	de 300 € (trois cents euros) par jour calendaire de retard	A compter de l'échéance figurant sur la mise en demeure qui lui aura été notifiée par le maître d'ouvrage

Pour la mission M14 – R2 et R4

Défaut	Retard constaté Délai Intervention	Pénalité associée	Retard constaté Délai de Remise en état provisoire	Pénalité associée	Retard constaté Délai de Remise en état définitif	Pénalité associée
U0	6 premières heures	50€ / H	6 premières heures	50€ / H	24h00	200 € / J
	7h-24h	100 € /H	7h – 24 h	100 € /H	48h00	300 € / J
	sup à 24h	200 € / J	+ de 24 h	200 € / J	+ de 48h00	400 € / J
U1	6 premières heures	30€ / H	6 premières heures	30€ / H	24h00	100 € / J
	7h-24h	80 € /H	7h – 24 h	80 € /H	48h00	120 € / J
	+ de 24h	100 € / J	+ de 24 h	100 € / J	+ de 48h00	140 € / J
U2	6 premières heures	10 € / H	6 premières heures	10 € / H	24h00	60 € / J
	7h-24h	30 € / H	7h – 24 h	30 € / H	48h00	80 € / J
	+ de 24h	80 € / J	+ de 24 h	80 € / J	+ de 48h00	100 € / J

Autres pénalités pour la mission M14- R2 et R4

Rubrique	Pénalité	Délai	Montant
R2 ET R4	Pénalité pour défaut de réalisation de maintenance préventive réglementaires (R2-R3-R4)	Constat à chaque réunion annuelle	200€ par prestation non réalisée
R2 ET R4	Pénalité pour contrôle réglementaire non effectué (R2-R3-R4)	Constat mensuel (effectué lors de la réunion mensuelle)	200€ par prestation non réalisée
R2 ET R4	Pénalité pour levée de contrôle réglementaire non effectué (R2-R3-R4)	Constat à chaque réunion annuelle	50€ par jour de retard
R2	Pénalité pour défaut de personnel SSI (R2)	Constat lors de contrôles inopinés	500€ par constat
R2 ET R4	du registre de sécurité ou autre document réglementaire ou incomplétude/non remplissage des registres de sécurité incendie ou autre document	Constat mensuel (effectué lors de la réunion mensuelle)	1000€ par constat d'absence de document
			500€ par constat pour incomplétude
R2 ET R4	Pénalité en cas de demande d'accès de personnels non agréés (Cette pénalité ne concerne pas la production des DC4)	Constat lors de contrôles inopinés	200 € par jour de retard et par personnel non agréé

Pénalités relatives à la mission M14 – R3

Défaut	Retard constaté Délai Intervention	Pénalité associée
U1	1h – 2h	100 € / h
	2h – 4h	150 € / h
	4h – 6h	200 € / h
	6h – 12h	300 € / h
	12h – 24 h	500 € / h
	sup à 24h	1 000 €/jour de retard + Indemnisation totale des frais engagés par le pouvoir adjudicateur pour palier au manquement du TITULAIRE
U2	1h – 2h	40 € / h
	2h – 4h	40 € / h
	4h – 6h	40 € / h
	6h – 12h	60 € / h
	12h – 24 h	60 € / h
	sup à 24h	100 €/jour de retard + Indemnisation totale des frais engagés par le pouvoir adjudicateur pour palier au manquement du TITULAIRE
U3	1h – 2h	20 € / h
	2h – 4h	20 € / h
	4h – 6h	20 € / h
	6h – 12h	30 € / h

	12h – 24 h	30 € / h
	sup à 24h	100 € / j

Autres pénalités pour la mission M14 – R3

Rubrique	Pénalité	Délai	Montant
R3	Pénalité pour défaut de réalisation de maintenance préventive réglementaires	Constat à chaque réunion annuelle	200€ par prestation non réalisée
R3	Pénalité pour contrôle réglementaire non effectué	Constat mensuel (effectué lors de la réunion mensuelle)	200€ par prestation non réalisée
R3	Pénalité pour levée de contrôle réglementaire non effectué	Constat à chaque réunion annuelle	50€ par jour de retard
R3	Pénalité en cas de demande d'accès de personnels non agréés (cette pénalité ne concerne pas la production des DC4)	Constat lors de contrôles inopinés	200 € par jour de retard et par personnel non agréé

Pénalités relatives aux missions M15 A et M15B (R5)

Rubrique	Pénalité	Délai	Montant
M15A et M15B	Pénalité de retard dans l'exécution des prestations	Constat	50 € par constat
M15A et M15B	Pénalité pour défaut de réalisation des prestations (prestation non réalisée)	Constat lors de contrôles inopinés	$P = (\text{montant HT des prestations concernées (mensuelles)} / 30) \times \text{nb Jrs retard}$
M15A et M15B	Pénalités pour défaut de qualité dans l'exécution des prestations (prestation mal réalisée)	Constat (sur fiche ou autre)	50 € par constat
M15A et M15B	Pénalité en cas de demande d'accès de personnels non agréés (cette pénalité ne concerne pas la production des DC4)	Constat lors de contrôles inopinés	200 € par jour de retard et par personnel non agréé
M15A et M15B	Pénalité pour défaut de présentation du planning mensuel des prestations	Constat	200€ par jour ouvré de retard

Pénalités relatives à la mission M16

Rubrique	Pénalité	Délai	Montant
M16	Pénalité pour défaut de livraison de l'ensemble des documents techniques et formations OS-P3 + 47 mois	Constat	1 000 € par constat